



Déclaration UNSA-Ferroviaire CSE TER AURA Du 26 mai 2021

Monsieur le Président,

Le 30 avril dernier, le Président de la République est intervenu dans la Presse Quotidienne Régionale pour tracer les annonces progressives du prochain déconfinement. Si les contraintes s'assouplissent et que de plus en plus de personnes sont vaccinées, la crise sanitaire est encore bel et bien présente. Il convient donc de rester vigilant.

C'est pourquoi la Direction doit continuer de rappeler le respect de mesures barrières et de s'assurer que les masques, gels hydro alcooliques, etc. soient bien à la disposition des salariés. Nous rappelons qu'il faut appliquer une lecture claire et non aléatoire des consignes COVID de la Task Force. Car les consignes portent encore à interprétation par certains établissements, tout comme les mesures de confinement sanitaire des cas contacts avérés.

Par ailleurs, à partir du 9 juin prochain, nous pourrons apprécier un assouplissement des mesures du télétravail. À ce titre, nous vous demandons la plus grande bienveillance quant au retour des salariés dans leurs collectifs de travail.

Alors que de nombreux agents relevant du périmètre de ce CSE sont les mêmes depuis le début de cette crise sanitaire, qu'ils sont au rendez-vous pour assurer la notion de "service public"... ce sont également les mêmes qui sont maltraités au quotidien, à grand coup de réorganisations, d'évolutions métier, de manque de reconnaissance ou de considération.

Pour l'UNSA-Ferroviaire, cette façon de faire est inacceptable, c'est une belle façon de remercier leur engagement !

De nombreux agents nous parlent d'incompréhension de la politique d'entreprise, de mal-être au travail, de stress, de burn-out et de perte de repères...

Monsieur le Président, la SNCF espère rapidement une reprise de l'activité, mais pour réussir ce pari, l'UNSA-Ferroviaire vous rappelle que vous aurez besoin d'agents.

Ainsi, dans les jours prochains, la Direction aura l'occasion de récompenser tous ses salariés au travers d'une négociation salariale généreuse car l'un des leviers d'attractivité et de performance passe par ce biais.

Les salariés ont besoin de sentir que le travail et l'engagement ont du sens.

Il y a quelques mois, la direction annonçait au sein du CSE Centrale Voyageurs que certaines gares estampillées Voyages seraient transférées à TER.

L'UNSA-Ferroviaire souhaite connaître la liste des gares concernées du périmètre de ce CSE.

Par ailleurs, nous souhaitons savoir quels seront les impacts sociaux ou organisationnels de ces transferts.

De plus, nous entendons beaucoup parler de "gratuité des transports publics". En cette période de crise économique et de campagne électorale, ce sujet suscite énormément de débats.

Au-delà des positionnements purement politiques, l'UNSA-Ferroviaire se doit d'attirer les points nécessaires à regarder en amont d'une telle décision.

- Quid de la compensation financière pour maintenir le réseau à un niveau qualitatif ?
- Quid de l'évolution des métiers susceptibles d'être confrontés à cette décision et les compensations nécessaires à l'acceptabilité d'une telle mesure?

En effet, cette revendication électoraliste n'est pas un modèle économique vertueux et peut devenir profondément inégalitaire.

Il faut garder à l'esprit que rien n'est jamais gratuit et que c'est bien le contribuable qui financera cette mesure.

Par ailleurs, une telle décision pourrait avoir des conséquences dramatiques dans notre entreprise, sur nos emplois, en priorité ceux de la vente et de la lutte anti-fraude, mais d'autres seront également concernés.

En tant qu'organisation pragmatique, nous nous appuyerons sur le travail des chercheurs pour avoir un éclairage objectif bien loin des prises de parole polémiques.

Nous souhaitons également revenir sur l'ouverture à la concurrence. La crise sanitaire n'a pas arrêté les objectifs des régions qui souhaitent ouvrir leur TER à la concurrence.

Nous en avons déjà parlé.

Les Régions Grand Est, Hauts-de-France, SUD PACA et Pays-de-la-Loire sont les plus impatientes. Elles attendent de la concurrence une offre plus importante, une qualité de service à un plus haut niveau et une facture TER allégée. Les premiers appels d'offres ont été lancés et les premières attributions auront lieu en 2023.

Hormis ces 4 Régions, quatre autres régions ont inscrit dans leur convention d'exploitation TER des "tickets détachables" dont AURA, pour l'ouest lyonnais.

Nous l'avons déjà dit et le réaffirmons. Cette volonté de libéraliser le rail ne correspond qu'à une démarche idéologique et électoraliste. Cette fausse concurrence du ferroviaire régional n'apportera qu'instabilité, complexification et rigidification du système, et hausse des prix!

L'UNSA-Ferroviaire se prépare à tous les scénarios souhaités par les autorités organisatrices afin de protéger au mieux les intérêts des agents.

Elle négocie avec l'ensemble des acteurs publics et privés les garanties sociales au plus haut niveau afin que les travailleurs du rail puissent, demain, évoluer au sein de leur carrière de manière sereine et dans un cadre de sécurité optimale.

Nous ne terminerons pas cette déclaration sans évoquer la mise à jour récente de l'outil IRP et de ses déclinaisons, opération qui s'est déroulée sur plusieurs jours. La période rendue nécessaire par la transformation n'a pas permis aux élus d'accéder à l'application durant plusieurs jours et encore aujourd'hui ! Si le DIGITAL a tout crin est déjà contestable, l'absence de solution de repli l'est d'autant plus. L'accès à la BDES mais également aux autres fichiers n'a pas été rendu possible. Depuis ce nouveau chambardement, il est désormais impossible d'accéder à la plateforme en dehors d'un ordinateur d'entreprise équipé VPN ! Certes, l'Entreprise SNCF n'échappe pas à l'impérieuse nécessité de « fermer » son système

informatique face aux nombreuses attaques venues de l'extérieur. Nombre d'entreprises et en particulier des hôpitaux ont eu à subir ces derniers mois des attaques venues d'individus et/ou pays peu scrupuleux. Mais pensez-vous que CHACUN puisse aisément travailler sur une tablette comme c'est le cas pour les élus et représentants ? Notre réponse est assurément NON ! L'utilisation des outils n'est pas pratique. De plus et à ce jour, AUCUNE SOLUTION ALTERNATIVE n'a été mise en place. Pire ! On nous informe que la ligne Data de nos tablettes devrait être supprimée. Au-delà de ce développement généralisé susceptible de poser problème pour nombre d'utilisateurs, doit-on s'attendre, face à la vague technologique actuelle et à venir constituée par l'outil DIGITAL, à une explosion de difficultés similaires ?

Comment être un acteur efficace et efficient de la prévention si nous n'avons plus accès aux outils de la connaissance ? Ces dernières années, nous avons pu observer une inversion de la courbe en matière de prévention, et notamment avec la perte des CHSCT en proximité. L'UNSA Ferroviaire s'interroge : qu'est-ce qui pourrait faire qu'on ait aujourd'hui moins besoin de prévention ? Nous avons beau chercher, la réponse n'est toujours pas arrivée...

Merci pour votre écoute.